

Appel de texte pour le prochain numéro des Cahiers de recherche sociologique
(No75)

Territoires à défendre :
Critiques de la propriété et pratiques de l'appropriation

Sous la direction de

Pascale Bédard, département de sociologie, Université Laval

Estelle Grandbois-Bernard, département de sociologie, Université du Québec À Montréal

Alors que les industries du numérique ne cessent de nourrir le fantasme d'un monde dématérialisé, les enjeux sociaux concernant l'espace physique et les milieux de vie se multiplient et semblent s'intensifier.

Au cœur des villes se prolongent les crises du logement, se débattent les conséquences de la spéculation immobilière, se font remarquer les campements solidaires revendiqués, comme les campements itinérants de la dernière chance. Aux marges des villes, dans les frontières vacillantes de l'urbanisation, des boisés, des friches et des terrains vagues sont le théâtre de luttes de territoire entre différents acteurs sociaux : usagers et usagères des lieux, citoyen-e-s concerné-e-s, promoteurs et promotrices friand-e-s de leur valeur d'échange, populations marginales et vulnérables les occupant clandestinement. Dans les campagnes, et les régions dites « éloignées », des projets industriels ou miniers suscitent de vives controverses, dans lesquelles s'affrontent des visions contrastées de l'économie et de l'écologie, dans le contexte d'une quête effrénée pour « l'acceptabilité sociale ». Dans plusieurs régions de la Terre, sur tous les continents, des espaces territoriaux sont, de façon similaire, l'objet d'intérêts et d'usages contradictoires : face aux velléités de l'extraction et de l'appropriation des ressources pour le bénéfice privé des corporations industrielles, militaires ou technologiques, des résistances écologistes sont en train de définir un nouvel activisme centré sur la relation au territoire.

À Montréal, la mobilisation autour du terrain vague d'Hochelaga interroge la notion de propriété en revendiquant que « le terrain vague n'est à personne ». La composition multiforme de ce mouvement rappelle celui en cours à Atlanta pour la défense de la forêt Weelaunee, où des défenseur-se-s de la forêt s'allient aux militant-e-s pour le définancement de la police pour empêcher la construction d'un complexe militaro-policier, faisant de la forêt le territoire de leur lutte commune. En France, les mobilisations dans les ZAD, « zones à défendre », contre de grands projets de construction, de développement ou d'aménagement, sont devenues nombreuses au point de constituer une tendance de contestation considérable, de Notre-Dame-des-Landes à Saint-Victor-et-Mellevieu dans

cahiers de
RECHERCHE
SOCIOLOGIQUE

l'Aveyron, en passant par Strasbourg et la vallée de Sivens (Aguilera, 2021 ; Corroyer, 2019 ; Beauguitte, 2019). Ailleurs, ce sont les « communs » que l'on cherche à défendre, territoires non encore soumis à la propriété privée, ou considérés depuis toujours d'usage public, comme la forêt Darthmoor en Grande-Bretagne (Méténier, 2019), le territoire traditionnel Mapuche de Vaca Muerta en Argentine (Greenwood, 2022). Au Québec, au cours des dernières années, des citoyennes et citoyens sont entrés en lutte contre des projets de développement, privés, mais souvent supportés par les pouvoirs publics ou judiciaires : les terrains de Ray-Mont Logistiques à Montréal, l'usine Northvolt en Montérégie, le Parc Lagon dans Charlevoix, la Zone Innovitam à Québec, le projet de Lomiko Metals à La Loutre, etc. Au Canada comme ailleurs, les territoires ancestraux des Premiers Peuples font l'objet de batailles judiciaires d'importance, qui en appellent à des rationalités et à des temporalités difficiles à concilier. Ces luttes agissent comme révélatrices de la colonialité du pouvoir dans les institutions contemporaines, voire de leur complicité avec le capitalisme extractiviste (Ross-Tremblay, 2021 ; Uhel, 2019 ; Ross-Tremblay et Hamidi, 2013; Quijano, 2007).

Parallèlement, perdurent aussi un peu partout, dans les failles de la régulation sociale, des usages subversifs de lieux ainsi dérobés au pouvoir de la propriété : squats, glanage, flânerie, campements de fortune, qui témoignent souvent de la grande précarité de leurs pratiquant-e-s, mais relèvent aussi parfois d'une exclusion volontaire de l'ordre économique socialement reconnu.

Au cœur de ces mouvements variés et plus ou moins structurés se tient *l'enjeu du territoire*, milieu de vie ou réservoir de capital, dont l'usage et le mode de tenure deviennent alors enjeux politiques, juridiques et bien sûr, économiques. Ces situations sociales sont des indices de la variété des discours sur la définition de l'espace en tant que toujours, déjà, social (Lefebvre, 1974 ; Löw, 2015a ; Löw, 2015b ; Harvey, 1972; Ingold, 2011). Elles posent la question de son partage, de la légitimité des appropriations dont il fait l'objet, voire des régimes de propriété eux-mêmes auxquels il est soumis en tant que territoire : propriété privée, publique, collective, etc.

Elles permettent également de jeter un regard sur les relations qui se tissent, au cœur de ces débats, entre les êtres, les organisations, les entités physiques et naturelles, les rapports de violence et de collaboration, les gestes de soin et de soutien, comme les stratégies de réduction au silence ou de domination sociale.

Dans les dernières années, ces questions ont inspiré un grand nombre de réflexions et de recherches en sciences sociales. Des géographes se sont penché-e-s sur ces conflits territoriaux contemporains (Beauguitte et Severo, 2019), notamment pour penser les dimensions politiques et symboliques de la relation au territoire (Subra, 2024). Des anthropologues, sociologues et philosophes, parfois eux et elles-mêmes militant-e-s, se sont attardé-e-s à comprendre ce qui se passe dans le cœur de ces conflits sociaux autour de lieux dont l'usage est en débat, à identifier les enjeux micro et macrosociaux que soulèvent ces conjonctures (Bouilhol, 2023 ; Bulle, 2022 ; Corroyer, 2019 ; Tonnelat, 2021; Gosselin et Bartoli, 2023).

cahiers de
RECHERCHE
SOCIOLOGIQUE

En continuité avec ces travaux, dont la mise à jour continue demeure pertinente, ce numéro spécial des CRS ouvre un espace pour les recherches et réflexions autour des situations et conflits sociaux spécifiquement liés au territoire et à son appropriation au Québec en particulier, où ils demeurent peu documentés.

Pour approfondir la réflexion et ouvrir de nouvelles avenues de compréhension de ces situations et conflits autour du territoire, nous proposons de les interroger à partir de la question du rapport à la propriété. À titre d'institution parmi les moins contestées de la rationalité légale occidentale, le régime de la propriété privée continue d'être défié par ces mouvements et pratiques d'appropriation, comme pour rappeler qu'elle ne va pas de soi, à l'heure où les écosystèmes sont menacés par ses assauts, que rien ne semble pouvoir freiner à l'intérieur du système juridique dont elle est issue (Graham, Davies et Godden, 2022 ; Bawaka Country Collective et al., 2022 ; Dervieux, 2019).

À travers ces situations et ces luttes, c'est donc la notion même de « territoire » qui se trouve questionnée, sous l'angle de son usage par les êtres vivants, humains et non humains. Il nous semble que l'objet particulier que sont ces « territoires à défendre », ainsi nommés par celles et ceux qui tentent de préserver un « ethos de l'habiter » (Levesque et Bédard, 2024), recèle un certain potentiel heuristique pour continuer de penser l'espace dans sa dimension sociologique. Il s'agit ainsi d'examiner les enjeux relatifs aux dynamiques de pouvoir, souvent liés aux sphères politique, économique et juridique, notamment par le biais du droit de propriété.

Dans ces territoires « à défendre », comment les modes d'appropriation outrepassent-ils les logiques habituelles de la propriété privée, individuelle ou capitalistique? Les tentatives de communalisation notamment, d'occupation « sauvage » ou de redéfinition du droit d'usage, parfois jusqu'à la contestation brutale du droit de propriété, s'appuient sur une variété de discours qui se présentent souvent eux-mêmes comme « alternatifs ». Sur quelles logiques et quelles éthiques reposent ces initiatives? Quels sont leurs ancrages du point de vue des conceptions et représentations de l'espace, de l'environnement et de la relation entre les humain-e-s et leurs habitats? Ces discours et pratiques peuvent-ils être compris comme critiques en acte d'un certain agencement légal, celui de la propriété privée? Comment, dans ces mouvements, usage *juste* et propriété *légale* en viennent-ils à délimiter des camps opposés, notamment d'un point de vue axiologique?

Ce numéro des CRS pose la question suivante : comment les expériences et mobilisations autour de ces territoires diversement convoités contribuent-elles à approfondir, renouveler et confronter les connaissances sur la propriété privée en tant que système de relation au territoire, et sur les droits que garantit celle-ci, lorsque leur exercice entre en conflit avec les usages ou les intérêts des citoyen-ne-s, espèces animales, écosystèmes?

Les friches urbaines squattées, terres convoitées, forêts en voie de privatisation, et autres territoires mettent en lumière la porosité pratique des frontières entre *commun* et *privé*. Alors que s'entrecroisent les désastres écologiques et les crises du droit au logement ou à la terre, ces territoires controversés font-ils émerger d'autres manières d'habiter le monde,

cahiers de
**RECHERCHE
SOCIOLOGIQUE**

d'autres « mondes » que celui qu'impose le capitalisme, en tant que régime économique fondé sur la propriété privée, protégé par l'État ?

Axes d'orientation des textes

Le numéro voudrait accueillir les types de propositions suivantes :

- Des propositions d'analyses sociologiques concernant des cas spécifiques de controverses ou de situations de conflits autour de l'appropriation ou de l'usage de territoires particuliers. Ces propositions pourraient prendre des formes variées : récits d'enquêtes ethnographiques, résultats de recherche menées autour d'étude(s) de cas, travaux menés à partir de la littérature disponible sur ce type de situations, analyses de discours, etc.
- Des analyses d'orientation plus macrosociologique concernant plusieurs cas ou des tendances générales observables, qui permettent d'éclairer des dynamiques sociales plus larges concernant des tensions contemporaines autour de l'occupation, de l'appropriation ou de la propriété des territoires. Par exemple, des propositions mettant en lien des situations similaires dans des pays différents, ou qui se penchent sur des dynamiques géopolitiques et économiques qui mettent en scènes plusieurs situations spécifiques, seront les bienvenues.
- Des propositions à caractère plus théoriques qui contribuent à la conversation sur la définition des termes « territoire », « habiter », « propriété (commune, collective, privée) », ou qui participent à enrichir et préciser le lexique sociologique avec lequel nous pouvons aborder ces réalités.
- Des réflexions transversales et issues d'horizons disciplinaires parallèles, notamment sur les enjeux contemporains du droit de propriété ou sur les dynamiques politiques et réglementaires autour des territoires objets de controverses. Des propositions issues du droit, de l'économie politique ou du champ de l'analyse des politiques publiques peuvent être soumises.
- Toute autre forme de contribution scientifique dont le contenu se rattache à la thématique du numéro.

Calendrier et modalités

Merci de transmettre vos propositions, comptant autour de 300 mots (hors bibliographie), avant le 20 janvier 2025, à Pascale Bédard (Pascale.Bedard@soc.ulaval.ca).

Pour les auteur.e.s dont les propositions seront retenues, les textes, comptant un maximum de 8000 mots (hors bibliographie), seront à déposer avant le 30 juin 2025.

Les articles seront ensuite examinés par les responsables du numéro, puis soumis à une évaluation en double aveugle, de manière anonyme, par l'équipe des Cahiers de Recherche Sociologique.

La publication du numéro est prévue pour l'hiver 2026.

cahiers de
RECHERCHE
SOCIOLOGIQUE

RÉFÉRENCES

- Aguilera, Thomas. « « Contre la métropole et son monde » : mouvements d'occupation et ZAD en France au XXI^e siècle », 2021.
- Bawaka Country Collective et al. « Caring as Country », dans Graham, Nicole, Margaret Davies et Lee Godden, *The Routledge Handbook of Property, Law and Society*, 1^{re} éd., London, Routledge, 2022, p. 16-28. <<https://doi.org/10.4324/9781003139614-2>>.
- Beauguitte, Laurent. « Le Bois Lejuc occupé : éléments sur le fonctionnement d'une petite zad en Meuse (2016-2018) », *L'Espace Polit. Rev. En Ligne Géographie Polit. Géopolitique*, n°37, 11 octobre 2019. <<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6393>>.
- Beauguitte, Laurent et Marta Severo. « Luttés de territoire : enjeux spatiaux et représentations sociales », *L'Espace Polit. Rev. En Ligne Géographie Polit. Géopolitique*, n°37, 11 octobre 2019. <<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6028>>.
- Bouilhol, Pierre. « Des architectes urbanistes au cœur d'une lutte entre des écologies concurrentes. « Quartier libre des Lentillères » contre « écocité Jardin des maraîchers » à Dijon », *Cah. Rech. Archit. Urbaine Paysagère*, n°17, 2023. En ligne au : <<https://journals.openedition.org/craup/12171>>, consulté le 19 juin 2024.
- Bulle, Sylvaine. *Irréductibles: Enquête sur des milieux de vie de Bure à N.-D.-des-Landes*, UGA Éditions, 2022.
- Corroyer, Pablo. « « Faunes sauvages » en politique. Tisser et mettre en scène un territoire contestataire : de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes à Bure », *L'Espace Polit. Rev. En Ligne Géographie Polit. Géopolitique*, n°37, 11 octobre 2019. <<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6344>>.
- Dervieux, Zénaïde. « Pratiques spatiales au nord-ouest du Zimbabwe : revendications, occupations et résistances », *L'Espace Polit. Rev. En Ligne Géographie Polit. Géopolitique*, n°37, 11 octobre 2019. <<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6202>>.
- Duarte, F. (2017). *Space, Place and Territory: A Critical Review on Spatialities* (1st ed.). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9781315598888>
- Etienne-Greenwood, Tobias. "Les ambiances des hydrocarbures. Résister à l'emprise sensible du projet Vaca Muerta, Argentine." *Ambiances. Environnement sensible, architecture et espace urbain* 8 (2022).
- Gosselin, Sophie et Bartoli, David gé, *La condition terrestre. Habiter la Terre en commun*, Seuil, 2022.
- Graham, Nicole, Margaret Davies et Lee Godden. « Introduction », dans *The Routledge Handbook of Property, Law and Society*, 1^{re} éd., London, Routledge, 2022, p. 1-15. <<https://doi.org/10.4324/9781003139614>>.
- Harvey, David. *Society, the city, and the space-economy of urbanism*, [Washington, Association of American Geographers, coll. Resource paper, no 18, 1972.
- Ingold, Tim. « Against Space: Place, Movement, Knowledge », dans *Boundless Worlds. An Anthropological Approach to Movement*, Berghahn Books, p. 29-43, 2011.
- Lefebvre, Henri. *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, coll. Société et urbanisme, 1974.
- Levesque, Simon et Pascale Bédard. « Pour une reconnaissance des signes éthiques: les formes de l'ethos et ses implications sociologiques », *Semiotica*, No 259, 2024, p. 1-29

cahiers de
RECHERCHE
SOCIOLOGIQUE

- Löw, Martina. « Managing the urban commons 1: Public interest and the representation of interconnectedness », dans *Urban Commons*, Routledge, 2015a.
- . *Sociologie de l'espace*, Maison des Sciences de l'Homme, 2015b. En ligne au : <<https://journals.openedition.org/lectures/19530>>, consulté le 26 juin 2024.
- Méténier, Marie. « Lutte environnementale dans le parc national de Dartmoor : (re)définition d'un territoire de nature protégée par la dynamique conflictuelle », *L'Espace Polit. Rev. En Ligne Géographie Polit. Géopolitique*, n°37, 11 octobre 2019. <<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6154>>.
- Quijano, Aníbal. « Coloniality and Modernity/Rationality », *Cultural Studies*, vol. 21, n°2-3, 1 mars 2007, p. 168-78. <<https://doi.org/10.1080/09502380601164353>>.
- Ross-Tremblay, Pierrot. « «Nous ne céderons pas»: inaliénabilité de la terre, résistance et souveraineté ancestrale chez les Premiers Peuples », *Cah. CIÉRA*, n°19, 2021, p. 76-86.
- Ross-Tremblay, Pierrot et Nawel Hamidi. « Les écueils de l'extinction: les Premiers peuples, les négociations territoriales et l'esquisse d'une ère postcoloniale », *Rech. Amérindiennes Au Qué.*, vol. 43, n°1, 2013, p. 51-57.
- Subra, Philippe. « EuropaCity, Paris-Saclay, réaménagement de la gare du Nord: retour sur trois conflits d'aménagement majeurs des années 2010-2023 », *Hérodote*, n°2, 2024, p. 181-96.
- Tonnelat, Stéphane. « La lutte contre EuropaCity: deux conceptions opposées du public, de l'espace public et de l'intérêt général. », *AOC Anal. Opin. Crit.*, 2021. En ligne au : <<https://hal.parisnanterre.fr/hal-03507248/document>>, consulté le 19 juin 2024.
- Uhel, Mathieu. « La « guerre de l'eau » à Cochabamba. De la réappropriation de l'espace politique à la reproduction d'un lieu symbolique de la contestation », *L'Espace Polit. Rev. En Ligne Géographie Polit. Géopolitique*, n°37, 11 octobre 2019. <<https://doi.org/10.4000/espacepolitique.6288>>.